

Revue de presse



Dimanche 03 Avril 2022

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

RELANCE INDUSTRIELLE : Le sud de toutes les opportunités :LOI DE FINANCES 2022 Des exonérations et des incitations

LA LOI DE FINANCES (LF) 2022 prévoit plusieurs mesures pour booster les investissements et attirer les opérateurs, dans le sud du pays notamment où un grand besoin en la matière se fait sentir. Ainsi, en plus des allègements de la charge fiscale, la LF 2022 institue un taux réduit en matière d'IBS, fixé à 10% au lieu de 19% auparavant, applicable aux bénéficiaires réalisés par les entreprises de production. Dans le secteur de l'agriculture, la LF 2022 comprend plusieurs dispositions pour soutenir l'activité agricole et d'élevage, l'exemption de la TVA notamment sur l'alimentation destinée au bétail et à la volaille produite localement, l'extension de l'exonération permanente au titre de l'impôt sur le revenu global (revenu agricole) aux revenus des petites exploitations dont la superficie est inférieure ou égale à 6 hectares pour les exploitations situées au Sud.

Les jeunes entrepreneurs bénéficient également de plusieurs avantages dans le cadre de cette loi, d'exonérations fiscales, entre autres, pour ceux qui sont inscrits dans les différents dispositifs d'aide à l'emploi, des start-up et exerçant dans des entreprises exportatrices et génératrices de devises. Les jeunes entrepreneurs sont exonérés totalement de l'Impôt sur le revenu global (IRG), de l'Impôt sur le bénéfice des entreprises (IBS) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour une période de trois ans. Mais lorsque ces activités sont implantées dans une zone à promouvoir, dans la région sud notamment, la période de l'exonération est portée à six années, selon la LF. Cette dernière stipule que cette période est prorogée de deux années lorsque les promoteurs d'investissements s'engagent à recruter au moins trois employés à durée indéterminée. En outre, la période d'exemption de l'IRG et de l'IBS est portée à 10 années lorsque les activités exercées sont implantées dans une zone du Sud et que les opérateurs bénéficient de l'aide du Fonds de gestion des opérations d'investissements

publics inscrites au titre du budget d'équipements de l'Etat et de développement des régions du Sud et des Hauts Plateaux.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finance islamique: 600 millions DA de dépôts enregistrés par la BEA

Pas moins de 600 millions DA de dépôts ont été enregistrés depuis le lancement de la formule finance islamique de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), a indiqué jeudi à Tizi-Ouzou son président directeur général, Lazhar Letreche.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Vignettes automobiles: prolongation du la période d'acquittement jusqu'au 30 avril

La période d'acquittement de la vignette automobile pour l'année 2022 a été prolongée jusqu'au 30 avril prochain, a annoncé jeudi la Direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué.



Recouvrement fiscal et douanier : «Catastrophique» jugent les députés

Des lacunes ont été notées dans l'administration du cadastre et des conservations foncières.

Le recouvrement fiscal et douanier ainsi que l'état de l'administration du Cadastre et des Conservations foncières est jugé «catastrophique» par les membres de la mission de l'information de la chambre basse du Parlement.



FINANCE ISLAMIQUE : 60 milliards de centimes récupérés par la BEA

Le directeur général de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), Lazhar Latrèche, a été, jeudi matin, l'hôte de la ville de Tizi Ouzou où il a procédé à la l'inauguration de l'agence BEA, fraîchement rénovée, et au lancement d'un guichet dédié à la finance islamique. Au cours de son allocution, Lazhar Latrèche a indiqué que, depuis le lancement des guichets islamiques, la BEA a pu récupérer 60 milliards de centimes.



PÉTROLE : La production de l'Algérie atteindra 1, 013 million de barils par jour en mai

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a estimé, avant-hier à Alger, que les approvisionnements actuels des marchés internationaux étaient “adaptés” à la demande. Le ministre, cité par l'APS, a fait cette déclaration à la presse à l'issue de la 27e réunion ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés communément appelés “Opep+”, et de la 39e réunion du Comité interministériel de suivi relevant de cette alliance, qui se sont tenues en visioconférence. Lors de la réunion ministérielle ‘Opep+’, les pays producteurs ont décidé d'augmenter leur production de 432 000 barils par jour en mai, ce qui est légèrement supérieur à l'augmentation mensuelle convenue depuis juillet 2021, soit 400 000 barils jour.



MALGRÉ L'UTILISATION DES RÉSERVES

Le pétrole ne faiblit pas Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, n'a cédé que 0,30%, pour finir à 104,39 dollars. Les cours du pétrole ont consolidé leurs positions, avant-hier, et mollement réagi à l'engagement des membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de puiser dans leurs réserves stratégiques. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, n'a cédé que 0,30%, pour finir à 104,39 dollars. À New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en mai, a, lui, cédé 1,00% à 99,27 dollars. C'est la première fois depuis plus de deux semaines (16 mars) que le WTI clôture en dessous de 100 dollars le baril. Au lendemain de l'annonce du président américain, Joe Biden, de l'utilisation de plus de 180 millions de barils dans les six prochains mois, les 30 autres pays membres de l'AIE ont promis de puiser eux aussi dans leurs réserves stratégiques. Si l'agence n'a pas mentionné de chiffre, Joe Biden avait fait état de “dizaines de millions de barils” en plus des volumes libérés par les États-Unis. “Il va falloir que ces barils arrivent sur le marché”, a commenté Andrew Lebow, associé du cabinet Commodity Research Group, “et ça va prendre du temps”. Dans l'immédiat, l'analyste s'attend à ce que les prix restent élevés. “Le passage crucial, ça va être durant le mois ou les deux mois qui viennent”, prévient-il car “le marché est toujours capable de flambées à très court terme”. “On ne peut pas être certain que nous n'atteindrons pas de nouveaux sommets” dans les semaines à venir, avertit Andrew Lebow. Si les pourparlers pour trouver une issue diplomatique au conflit ont repris vendredi entre Russes et Ukrainiens, le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kouleba, a indiqué que ses homologues n'avaient toujours pas répondu aux propositions soumises mardi à Istanbul.

Par ailleurs, les États-Unis et une partie des pays de l'hémisphère nord s'apprêtent à entrer dans la saison des grands déplacements, qui correspond à une accélération de la demande en essence, mais aussi en gazole et en kérosène. Pour Bart Melek, de TD Securities, l'utilisation des réserves stratégiques "peut calmer les inquiétudes à court terme sur les tensions, mais elle ne règle pas les problèmes de long terme". Les risques liés à l'offre demeurent, selon lui, de la Russie au manque de capacités supplémentaires de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep), en passant par la tendance au désengagement général du secteur des énergies fossiles, qui limite les investissements. Les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont décidé de puiser de nouveau dans leurs réserves stratégiques de pétrole, mais pour un volume inconnu, afin de tenter de faire baisser les cours, a annoncé l'AIE. Celle-ci a confirmé dans un communiqué que ses 31 membres avaient décidé de puiser de nouveau dans leurs réserves, mais que les détails seraient rendus publics "au début de la semaine prochaine". Les pays de l'AIE avaient déjà promis, le mois dernier, de puiser quelque 62,7 millions de barils dans leurs réserves, soulignant qu'ils avaient la possibilité d'aller plus loin. Ils comptent au total 1,5 milliard de barils de réserves



SONDAGE SUR LA RELATION AVEC L'UNION EUROPÉENNE

L'appréciation positive des Algériens L'enquête, qui fait partie d'une vague de sondages d'opinion menés dans huit pays partenaires du Voisinage Sud, a été menée en Algérie entre juillet et septembre 2021, auprès de 1 001 personnes consultées lors d'entretiens en face-à-face. Après plusieurs années de baisse, la proportion des Algériens qui ont une opinion positive de l'Union européenne (UE) a augmenté de 21 points, atteignant les niveaux mesurés en 2017. 57% des personnes interrogées ont une image positive de l'UE.

C'est ce qui ressort d'un sondage d'opinion publié récemment. L'enquête, qui fait partie d'une vague de sondages d'opinion menés dans huit pays partenaires du Voisinage Sud, a été menée en Algérie entre juillet et septembre 2021, auprès de 1 001 personnes consultées lors d'entretiens en face-à-face. Les répondants ont été interrogés sur leur perception générale de l'UE et des valeurs auxquelles elle est associée, sur les relations de l'UE avec leur pays et sur l'impact du soutien financier de l'UE, y compris pour soutenir la réponse de leur pays à la crise du Covid-19. Les enquêtes examinent également les sources d'information préférées, la façon dont les gens perçoivent leur situation personnelle et la situation dans leur pays, et leurs attentes pour l'avenir. "En Algérie, le partenariat renouvelé avec l'UE pourrait être à l'origine de l'augmentation des perceptions positives. Début décembre 2020, l'Algérie et l'UE ont entamé des pourparlers pour revoir leur accord d'association", lit-on dans le rapport. Une majorité de répondants (61%) en Algérie pensent que l'UE entretient de bonnes relations avec leur pays, et 58% pensent que le soutien de l'UE à l'Algérie est efficace.

Interrogés sur le niveau de connaissance de l'UE, 70% des répondants algériens ont déclaré savoir ce qu'est l'UE, le pourcentage le plus élevé de tout le voisinage méridional. 64% des 25-39 ans et 63% des 15-24 ans ont une perception positive de l'UE, tandis que 70% de ceux qui sont encore aux études ont également une image positive de l'UE. Les personnes interrogées au Maghreb sont les plus susceptibles de dire que ce qui représente le mieux l'UE est l'égalité, l'égalité des genres (70%), les droits de l'Homme (69%), la démocratie (68%), la paix et la sécurité (64%) et la liberté d'expression (64%). Ces caractéristiques sont toutes associées à l'UE en Algérie, l'égalité des genres arrivant en tête (64%), suivie de la démocratie (63%), des droits de l'Homme (62%), de la prospérité économique (62%) et de la paix et de la sécurité (61%). L'enquête a été commandée dans le cadre du programme de communication EU Neighbours South pour aider à mieux comprendre la sensibilisation des citoyens de chacun des 10 pays du voisinage méridional à l'égard de l'UE et de ses initiatives et actions dans la région et au niveau local et à surveiller leur soutien et leurs perceptions de ces actions et du partenariat avec l'UE.

Le rapport de cette année a été mis à jour pour inclure une analyse plus approfondie tenant compte des environnements socio-économiques, politiques et culturels de différents pays. De plus, les questionnaires ont été examinés après des réunions et des correspondances avec toutes les délégations de l'UE (DUE) dans le voisinage méridional. Le rapport est étayé par des fiches d'information par pays et des rapports d'analyse par pays pour chaque DUE. Le rapport présente les résultats de cette enquête, menée à l'automne 2021 et explore une série de questions, notamment, l'image et perceptions de l'UE, la sensibilisation aux programmes de coopération, l'avis des citoyens sur les relations de leur pays avec l'UE et l'utilisation des médias (grand public et en ligne). 61% des sondés estiment que l'Algérie entretient de bonnes relations avec l'Union européenne. 13% pensent le contraire.



RAMADHAN Tebboune appelle les Algériens à éviter le gaspillage

En adressant, vendredi soir, ses vœux au peuple algérien à l'occasion de l'avènement du mois sacré du Ramadhan, le président Abdelmadjid Tebboune a appelé les Algériens à faire preuve de rationalité dans les dépenses et à éviter le gaspillage. Evoquant les tensions mondiales sur les produits alimentaires –notamment les céréales – induites par la guerre en Ukraine, le président de la République a exhorté les citoyens à saisir ce mois sacré pour «éviter la consommation excessive et le gaspillage».

Il a souligné dans ce sillage que «plusieurs pays souffrent d'une pénurie d'approvisionnement et de la malnutrition, voire de famine, dans un contexte mondial marqué par des mutations profondes». Le président Tebboune a en outre interpellé les commerçants afin qu'ils évitent de pratiquer des prix excessifs sur les produits de large consommation en ce mois sacré du Ramadhan et à « être cléments envers les concitoyens et concitoyennes» et à «ne pas céder à l'argent facile au détriment du citoyen».

Dans son message adressé à la nation, le chef de l'Etat a aussi relevé l'amélioration de la situation pandémique, ce qui a permis, selon lui, «l'ouverture totale des mosquées devant les fidèles pour accomplir la prière des Tarawih dans un climat de sérénité et de tranquillité».

Mais l'amélioration de la situation sanitaire ne doit pas conduire à la baisse de vigilance et au non-respect des protocoles sanitaires, car la pandémie n'est pas terminée, a prévenu le président de la République qui a rappelé aux Algériens la «nécessité de faire montre de vigilance et de prudence, et de respecter les mesures du protocole sanitaire dans tous les espaces publics».

Il a également appelé les Algériens à «renforcer les liens de solidarité et de fraternité» connus chez eux. Renouvelant ses «vœux» les plus sincères aux Algériens à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le président de la République a rappelé que le mois sacré du Ramadhan est une «opportunité pour tirer les sens de la patience, du contentement et de la méditation».



COMMENTAIRE : Des secteurs à réanimer

Il n'est pas rassurant que ce soit le secteur du commerce qui polarise l'attention sur la scène nationale. Les annonces relatives au contrôle des circuits de distribution, après la lutte contre la spéculation, et, plus récemment, la mise en cause des habitudes de consommation chez les citoyens sont de véritables cautères sur une jambe de bois. D'un impact très relatif auprès de l'opinion, les échanges houleux, ou d'une solennité affectée, ne finissent pas entre les parlementaires et un responsable du secteur qui ne manque pas de répartie, mais qui sature un débat public déjà assez alourdi par d'autres scories.

Le débat qui mérite d'être ouvert, d'une façon énergique et résolue, est celui d'arrêter les voies et moyens pour relancer la production dans le pays. Et d'identifier les secteurs sur lesquels la relance doit inévitablement s'appuyer. Ces derniers ont été, en fait, déterminés il y a fort longtemps. Il s'agit de l'agriculture et du tourisme. L'une est en jachère, l'autre fossilisé. Il est impératif de commencer par préciser «ce qu'il ne faut pas faire» et de le reléguer dans les habitudes à proscrire. Ainsi, la centralisation, la caporalisation ou, pire, l'instrumentalisation, composant les rouages de l'énorme machine à perdre, doivent être enrayées des nouveaux modes de gestion. Les projecteurs ont été dirigés récemment sur un projet de festival du fromage qui suscita un vif intérêt et un engouement anticipé. Le secteur est prometteur. Il peut rehausser la réputation d'une région, d'un pays, et avoir un effet d'entraînement sur d'autres secteurs économiques, comme le tourisme.

L'occasion a été ratée pour la simple raison que le monde agricole n'a pas été partie prenante. Pour la réussite d'un tel événement, il y a une condition nécessaire et suffisante : que l'initiative parte des artisans et producteurs. La délégation de responsabilité, l'autonomie de décision et d'initiative sont les seules à même d'insuffler une véritable dynamique de développement. Un exemple de réussite a été donné ces dernières années par un phénomène

culturel qui jeta les premières bases d'une activité touristique avant d'être stoppé par la crise sanitaire. L'idée de Raconte-Arts, avant de connaître un retentissement international, avait germé dans l'esprit d'un animateur associatif. Plusieurs initiatives diligentées dans le même secteur à un niveau gouvernemental, en consommant au passage quelque budget dans les déplacements, le protocole et la promotion, ont fait long feu. Pour que l'activité redémarre, tout doit être inversé et tout doit partir de la base. Le projet ambitieux de la lutte contre la bureaucratie dans l'administration publique doit toucher prioritairement des secteurs névralgiques, créateurs de richesses et d'emplois, comme celui du tourisme.

De ZET en ZEST, les programmes d'aménagement des zones d'expansion touristique ont changé d'intitulé sans jamais connaître un début de concrétisation. Les opérateurs ont régulièrement reculé devant le mur des contraintes bureaucratiques, les administrations locales elles-mêmes suspendues aux orientations de diverses instances centrales. Entre la faconde du ministre chargé de rendre disponibles les produits alimentaires de base et l'effacement de ceux affectés à des secteurs à fort potentiel de production, la voie du développement tarde à se préciser.



LE QUOTIDIEN CUMULERAIT PLUSIEURS BILANS NÉGATIFS : Rebrab veut fermer Liberté

Coup de tonnerre sur la scène médiatique. Le quotidien national d'information d'expression française Liberté, créé en 1992, risque de disparaître des kiosques avant de fêter ses 30 ans d'existence. Issad Rebrab, actionnaire majoritaire du journal, a décidé de dissoudre à partir de mercredi prochain la Société algérienne d'édition et de culture (Saec-Liberté) qui édite le journal, a appris El Watan auprès de sources proches des salariés de l'entreprise. La décision de fermeture de l'un des plus grands titres de la presse nationale est motivée par des considérations «politiques» liée à sa ligne éditoriale, ont ajouté les mêmes sources.



ALORS QUE L'ALLIANCE OPEP+ RECONDUIT SA STRATÉGIE DE PRODUCTION : L'OPEP se démarque de l'AIE

Il a été noté que «la persistance des fondamentaux du marché pétrolier et le consensus sur les perspectives indiquaient un marché bien équilibré, et que la volatilité actuelle n'est pas causée par les fondamentaux, mais par les développements géopolitiques en cours.» L'alliance OPEP+ a décidé de reconduire sa stratégie de production, ignorant les appels des pays consommateurs à pomper plus de pétrole, pour faire baisser les prix, et compenser la perte de barils russes. Dans la foulée, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a tenu une réunion extraordinaire pour se démarquer des analyses de l'AIE et adopter désormais

Wood Mackenzie et Rystad Energy comme sources secondaires d'évaluation de la production de ses membres. A l'issue de la 27^e réunion ministérielle de l'OPEP et non-OPEP, tenue par vidéoconférence jeudi 31 mars. L'alliance a estimé que les développements récents sur le marché pétrolier ne reflètent pas les fondamentaux du marché et sont plutôt liés à des facteurs exogènes qui ne nécessitent pas une réadaptation de la stratégie en cours.

Selon le communiqué final publié à l'issue de la réunion, l'OPEP et ses alliés ont donc décidé de «reconfirmer le plan d'ajustement de la production et le mécanisme d'ajustement de la production mensuelle approuvés lors de la 19^e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP et la décision d'ajuster à la hausse la production globale mensuelle de 432 000 barils par jour pour le mois de mai 2022». L'OPEP+ souligne ainsi qu'il a été noté que «la persistance des fondamentaux du marché pétrolier et le consensus sur les perspectives indiquaient un marché bien équilibré, et que la volatilité actuelle n'est pas causée par les fondamentaux, mais par les développements géopolitiques en cours». De ce fait, l'OPEP et les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP participants ont décidé de «réaffirmer la décision de la 10^e réunion ministérielle OPEP et non OPEP du 12 avril 2020 et entérinée lors de réunions ultérieures, notamment la 19^e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP du 18 juillet 2021».

ANNULATION DES RÉDUCTIONS DE PRODUCTION RECORD

L'OPEP+ continue d'annuler, selon un calendrier préétabli, les réductions de production record en place depuis 2020, alors que la demande se remet de la pandémie de coronavirus, mais n'augmente pas la production aussi rapidement que l'Occident et les autres consommateurs le souhaitent. Avant la réunion officielle, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, qui détiennent l'essentiel de la capacité de production inutilisée au sein de l'OPEP, ont clairement ignoré les appels à une production plus élevée, et à l'isolement de la Russie au sein de l'alliance, affirmant que le groupe devrait rester en dehors de la politique et se concentrer sur l'équilibrage des marchés pétroliers.

Par ailleurs, l'OPEP a décidé désormais de se passer de la comparaison avec les données et l'analyse de l'Agence internationale de l'Energie (AIE) sur le marché pétrolier. Dans un communiqué publié à la suite d'une réunion extraordinaire tenue jeudi 31 mars, l'Organisation a décidé d'adopter de nouvelles sources secondaires pour l'évaluation de la production de ses membres, les consultants Wood Mackenzie et Rystad Energy. «La 183^e réunion extraordinaire de la Conférence de l'OPEP tenue par vidéoconférence a approuvé avec effet immédiat le remplacement de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) par Wood Mackenzie et Rystad Energy comme sources secondaires utilisées pour évaluer la production de pétrole brut des pays membres», souligne un bref communiqué rendu public sur le site de l'OPEP. L'OPEP+ utilisait jusqu'à présent les données de l'AIE, bras économique de l'OCDE, pour évaluer la production de pétrole brut et la conformité des pays participants aux restrictions de production convenues.

Elle se passera désormais de l'évaluation de l'Agence. Avant la réunion de l'OPEP, plusieurs membres influents de l'Organisation ont critiqué les données de l'AIE, affirmant qu'elles s'étaient révélées inexactes à plusieurs reprises. Ils ont également rappelé que l'AIE avait déconseillé de nouveaux investissements dans le secteur des hydrocarbures, prédisant une baisse de la demande future de pétrole. Le ministre de l'Energie des Emirats arabes unis, Suhail Al Mazrouei, avait déclaré lors d'une conférence sur l'énergie, tenue à Dubaï la semaine dernière, que des institutions telles que l'AIE devaient être «plus réalistes» et ne pas publier d'informations trompeuses. M. Mazrouei a déclaré que «les meilleurs producteurs avaient été traités comme des parias lors de la conférence sur le climat COP26 l'année dernière, mais qu'ils étaient désormais recherchés comme des “superhéros” car l'offre a diminué».

Avant la conférence sur le climat, l'AIE avait en effet émis une recommandation inédite interdisant de nouveaux projets de combustibles fossiles au-delà de 2021, tandis que Rystad Energy, une des nouvelles sources de références de l'OPEP, prévoyait la nécessité de centaines de nouveaux champs pétrolifères pour répondre à la demande. En réaction à la décision de l'OPEP, l'AIE a déclaré dans un communiqué répercuté par courrier électronique, selon Reuters, que ses données et son analyse étaient «rigoureuses et objectives» et que sa mise à jour mensuelle sur la production de pétrole de l'OPEP+ serait mise à la disposition du public pour favoriser la transparence. Dans ce contexte, l'administration du président américain Joe Biden envisage la libération de jusqu'à 180 millions de barils de pétrole de la réserve stratégique de pétrole (SPR) et l'AIE, un groupe qui comprend 31 pays principalement industrialisés, devait emboîter le pas aux Américains pour tenter encore une fois de faire chavirer les cours de pétrole. Les contrats à terme sur le Brent étaient en baisse de 6% le baril jeudi et restaient très volatils hier, lors de la dernière séance de cotation de la semaine. Les deux références londonienne et américaine se maintenaient cependant aux alentours de 100 dollars le baril.



Financement des ménages : Les banques appelées à innover

Le financement des ménages a été un sérieux test pour les banques en cette période de pandémie de Covid-19. Menant une étude comparative entre l'endettement bancaire moyen des salariés algériens et des salariés tunisiens, Chabane Assad, premier responsable du cabinet de conseil Finabi, dans une étude dont une copie nous a été transmise, déclare que «l'encours des crédits à l'économie en Algérie enregistré en 2020 a été de 11.189 milliards de dinars, en progression de 3,0% par rapport à 2019 contre une évolution de 8,84% entre 2019 et 2018».

Chiffre du jour : Taux d'inflation record à 7,5%

Le taux d'inflation dans la zone euro a battu un nouveau record en mars, à 7,5% sur un an, selon Eurostat, alors que le conflit en Ukraine a encore accéléré la flambée des prix de l'énergie.



PATRONAT

La CAPC optimiste LES POUVOIRS PUBLICS S'ENGAGENT À PROMOUVOIR LE SECTEUR INDUSTRIEL DANS LE SUD DU PAYS.

Des facilités sont attribuées aux opérateurs, dans l'objectif de les inciter à investir dans cette région du pays, et ainsi impulser une dynamique économique. Une démarche largement approuvée par les organisations patronales et les investisseurs locaux. Saluant la décision des pouvoirs publics, Lotfi Souilah, président de la commission agriculture et agroalimentaire à la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), estime que «la région du Sud regorge de potentialités inexploitées, à commencer par le foncier industriel». Il affirme que les facilités «incitatives» et «attractives» accordées par l'Etat, ont séduit «un nombre important d'opérateurs et membres de la Confédération algérienne du patronat citoyen.

Ces derniers, a-t-il révélé, «ont d'ores et déjà entamé des visites de prospection dans la région du Sud, pour lancer des projets d'investissement dans le secteur énergétique et touristique», a encore déclaré le président de la commission agriculture et agroalimentaire à la CAPC. Les projets des membres du CAPC, qui ont bénéficié d'aide et d'orientation, poursuit-il, «commencent se concrétiser.

«Dans ce sillage, il rappelle que parmi les facilités, **il y a l'exonération des marchandises importées des droits douaniers et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l'octroi du foncier destiné à la création de projets d'investissement.**

«L'absence du foncier constitue l'une des contraintes rencontrées par les investisseurs potentiels, notamment dans le secteur agroalimentaire en Algérie», rappelle Souilah. S'étalant sur ce volet, il souligne la réalisation d'un pôle industriel qui requiert une assiette foncière spacieuse et appropriée.

La réalisation d'une ferme, pouvant contenir jusqu'à 10.000 vaches laitières, nécessite 10.000 hectares. Un espace non disponible dans le nord du pays», donne-t-il comme exemple. Outre le secteur de l'agroalimentaire, le président de la commission agriculture et agroalimentaire à la CAPC déclare qu'il y a beaucoup de créneaux susceptible d'être développés dans le Sud du

pays. Il cite notamment le tourisme, la sidérurgie, la mécanique, le secteur énergétique, lesquels peuvent contribuer au développement de l'économie nationale, en répondant à la demande locale, puis en s'orientant vers l'exportation. Il souligne que l'impact sera notable à long terme. De son avis, «les pouvoirs publics doivent faire dans l'anticipation, «en optant pour la décentralisation des zones industriels, zones d'envergure, en vue de l'équité territoriale et du développement durable». Il souligne qu'un écosystème sera mis en place pour assurer les objectifs escomptés. «Le développement industriel pointe la promotion de l'activité industrielle par l'instauration d'une dynamique territoriale autour des centres techniques industriels, de consortium afin de garantir le renforcement des capacités et la diversification des produits des filières industrielles», conclut-il



[Finance islamique : 600 millions DA de dépôts enregistrés par la BEA](#)

Pas moins de 600 millions DA de dépôts ont été enregistrés depuis le lancement de la formule finance islamique de la Banque extérieur d'Algérie (BEA), a indiqué jeudi à Tizi-Ouzou son président directeur général, Lazhar Letreche.



Evènement :

Vignettes automobiles: La période d'acquiescement prolongée au 30 avril

La période d'acquiescement de la vignette automobile pour l'année 2022 a été prolongée jusqu'au 30 avril prochain, a annoncé jeudi la Direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué. «Afin de faciliter aux citoyens l'acquisition de la vignette automobile, la DGI informe l'ensemble des propriétaires de véhicules que la période légale d'acquiescement de la vignette automobile pour l'année 2022, fixée du 1 au 31 mars 2022, est prorogée, à titre exceptionnel, au samedi 30 avril 2022 à seize heures (16H00)», est-il indiqué dans le communiqué. La DGI rappelle que les vignettes automobiles sont disponibles, dans toutes leurs quotités, au niveau des recettes des impôts et des bureaux de poste.

Vignettes automobiles Prolongation du la période d'acquiescement jusqu'au 30 avril

La période d'acquiescement de la vignette automobile pour l'année 2022 a été prolongée jusqu'au 30 avril prochain, a annoncé jeudi la Direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué. «Afin de faciliter aux citoyens l'acquisition de la vignette automobile, la DGI informe l'ensemble des propriétaires de véhicules que la période légale d'acquiescement de la vignette automobile pour l'année 2022, fixée du 1 au 31 mars 2022, est prorogée, à titre exceptionnel, au samedi 30 avril 2022 à seize heures (16h00)», est-il indiqué dans le communiqué. La DGI rappelle que les vignettes automobiles sont disponibles, dans toutes leurs quotités, au niveau des recettes des impôts et des bureaux de poste.



يرفع إلى رئاسة المجلس خلال 10 أيام.. عضو لجنة المالية لـ"الشروق":

تقرير "يفضح" تجاوزات الضرائب والجمارك وأمالك الدولة بـ16 ولاية!

يكشف تقرير برلماني جديد تجاوزات صادمة بمصالح الجمارك والضرائب وأمالك الدولة بـ16 ولاية، كانت محل زيارات استعلامية لبعثة لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، أنتجت ضعفا في التحصيل الجبائي والجمركي بهذه الولايات وإضعاف عائدات الدولة.



بالشبابيك الإسلامية للبنك الخارجي: الجزائريون يذخرون 60 مليار سنتيم في 90 يوماً

بلغت قيمة الودائع المسجلة ببنك الجزائر الخارجي منذ اعتماد هذا الأخير خدمة الصيرفة الإسلامية ما لا يقل عن 60 مليار سنتيم، وفق ما أعلن عنه الخميس بتيزي وزو، الرئيس المدير العام لبنك الجزائر الخارجي، لزه لطرش.



بنك الجزائر الخارجي 600 مليون دينار ودائع في شبابيك الصيرفة الإسلامية

بلغت قيمة الودائع المسجلة ببنك الجزائر الخارجي منذ اعتماده خدمة الصيرفة الإسلامية، ما لا يقل عن 600 مليون دينار جزائري، وفق ما أعلن عنه أول أمس بتيزي وزو، الرئيس المدير العام للبنك لزهر لطرش. وأشار المسؤول في تصريح أدلى به لدى افتتاح وكالة جديدة بمدينة تيزي وزو الى تسجيل " توافد على هذه الصيغة منذ إطلاقها منذ ثلاثة أشهر"، إذ أضحى لديهم " حرية الاختيار ما بين التمويل التقليدي والإسلامي". وأضاف المتحدث بأن بنك الجزائر الخارجي أعد " خطة تنموية طموحة" وقام بافتتاح 16 شباكا مخصّصا للصيرفة الإسلامية، معلنا عن ارتقَاب تدشين عدد آخر من الشبائيك لنفس الخدمة خلال شهر رمضان، لاسيما بشرق البلاد.

RÉGIME D'IMPOSITION DES PROFESSIONS LIBÉRALES

La loi de finances complémentaire à la rescousse

Les tractations se poursuivent entre les représentants des professions libérales et la Direction générale des impôts autour de la révision du système d'imposition. En prévision de l'élaboration de la loi de finances complémentaire, les deux parties tentent d'arriver à un terrain d'accord. Au terme de la seconde réunion, le ministère des Finances avance des pistes. Une troisième réunion est prévue pour finaliser le dossier.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les discussions se poursuivent entre les représentants du ministère des Finances et celui des professions libérales. Jeudi, avocats, notaires, huissiers de justice, commissaires aux comptes, experts comptables, comptables agréés, commissaires priseurs, géomètres, conseillers fiscaux, architectes et médecins libéraux étaient conviés pour une seconde réunion au siège du ministère des Finances.

Étaient présents la directrice générale des impôts accompagnée des directeurs centraux et du conseiller juridique du ministère des Finances. Cette seconde réunion du genre a permis aux représentants des professions libérales de prendre connaissance des réponses de la tutelle après étude technique et juridique des doléances présentées lors de la première réunion. Il s'agit là de propositions qui serviront de pistes de réflexion à enrichir pour les formaliser dans le cadre de la préparation de la loi de finances complémentaire.

Les représentants des professions libérales ont été informés que le ministère des Finances comptait adopter une périodicité trimestrielle pour les déclarations. Il est également question d'exclure du champ d'application de la TVA les médecins libéraux et de faire passer le taux de rabatement pour absence de charges d'impôt justifiées de 10 à 20%. Le ministère des Finances propose en ce qui

concerne l'impôt forfaitaire unique (IFU) de ne l'appliquer que pour les nouvelles installations et pour une durée de cinq ans.

Pour l'IRG à taux fixe à hauteur de 20%, la commission technique a répondu que cette disposition ne pouvait être envisageable. Lors des débats, les représentants des différentes professions libérales ont pu réitérer leurs doléances, notamment celles relatives à la généralisation de l'impôt forfaitaire unique (IFU) comme option et à un taux de rabatte-

ment allant de 30 à 40%. Des doléances qui seront une fois de plus transmises au ministre des Finances qui aura à trancher au sujet de ce dossier qui est en suspens depuis l'adoption de la loi de finances 2022.

L'élaboration de la loi de finances 2022 constitue une occasion pour corriger ce que les représentants des professions libérales n'ont eu de cesse de dénoncer, à savoir un régime d'imposition qu'ils ont été unanimes à qualifier d'injuste. Les dispositions de la loi de finances avaient alors donné lieu à plu-

sieurs mouvements de protestation. Les avocats avaient ouvert le bal en boycottant les audiences avant que notaires et huissiers de justice ne montent également au créneau. Après l'adoption et la promulgation de la loi de finances, la seule alternative qui permettait de rattraper ce que les professions libérales contestaient résidait dans l'introduction de nouvelles dispositions dans le cadre de la loi de finances complémentaire.

N. I.

ركود وانخفاض في المبيعات بنسبة 80 بالمائة حرفيو وتجار الذهب بمعسكر يشكون واقعهم

يعاني بائعو المجوهرات، بمدينة معسكر، من الركود الذي بات يخيم على محلاتهم، حيث انخفضت نسبة المبيعات إلى 80 بالمائة بسبب تدهور القدرة الشرائية وعزوف الشباب عن اقتناء المصوغات نتيجة ارتفاع نسبة البطالة.



تجار الذهب بمطالون بتسوية وشعبتهم الضريبية

التابعة لمديرية الضرائب، قبل الموافقة على منح أي ترخيص لفتح محل لبيع المجوهرات أو قبل الحصول على السجل التجاري الخاص بهذا النشاط. وقرّر حرفيو وتجار الذهب من جهة أخرى حسب نفس المتحدث تكليف المكتب الوطني للجمعية برفع انشغالاتهم إلى الهيئات العليا بالبلاد، منها المجلس الشعبي الوطني الذي أقر قانون المالية.

وأشار نفس المسؤول إلى أن المكتب الولائي لجمعية حرفيي وتجار الذهب، بولاية معسكر، قرّر تجميد نشاط المساهمة في عمليات التضامنية خلال هذا الموسم.

ب. ن

من دفع المستحقات المترتبة عليهم لسنوات 2020 و2021 و2022 حسبما ذكره له الخبير رئيس المكتب الولائي للجمعية محمد حسين، وفق النظام الضريبي القديم، في انتظار تعديل المادة 8 من قانون المالية لسنة 2020 المرهوضة من قبل حرفيي وتجار الذهب لإجهاؤها في حق ممارسي هذه المهنة.

وأضاف ذات المتحدث بأنهم لا يرفضون المادة 8 من قانون المالية لسنة 2020 لأسباب مبدئية ولكن لاستحالة تطبيقها، حيث تنص المادة على اعتماد النظام الحقيقي للضرائب وفق القواتير، وهو أمر غير واقعي لعدم توفر الصاغة ويأتي الذهب على فواتير نتيجة استيراد الذهب من الخارج وعدم توفيره من قبل المؤسسة الوطنية للذهب محليا.

وطالب رئيس الجمعية بضرورة إشراكهم في اللجنة المناصفة مع مفتشية الضمان المختصة في مراقبة محلات بيع المجوهرات

ب. نور الدين

• اشتكى محدثو "الخبر" من انعدام المادة الأولية ومشكل الفوترة وكذا ولوج بعض الدخلاء بالشطاع لامتهان هذه المهنة، إضافة إلى نشاطهم بطرق ملتوية وخارجة عن القانون. وطالبوا الجهات المعنية ومصالح الأمنية بتشديد الرقابة على هذه الفئة التي تكبد خزينة الدولة أموالا باهظة، ما أرغم العديد من التجار الشرعيين على غلق محلاتهم وتغيير نشاطهم، بينما أرجعت مجموعة من تجار الذهب أسباب تراجع المبيعات والركود إلى الأزمة الصحية بسبب كوفيد 19 التي انعكست على إيرادات الأسر والشباب المقبل على الزواج.

وكان التجار المعنيون قد نظموا وقفة احتجاجية، الأسبوع المنصرم، أمام المقر مديرية الضرائب للمطالبة بتسوية وضعياتهم الضريبية، وتمكينهم

سيتم تقديمه إلى رئيس المجلس خلال عشرة أيام تقرير برلماني يكشف تجاوزات الضرائب والجمارك وأمالك الدولة



نتيجة طول مدة استلام الوثائق الجبائية ونقص عدد الشبابيك والعمال في القابضة، ما يطرح عدة تساؤلات يضيف المتحدث حول الآليات المعتمدة في التعامل مع المؤسسات المالية كالبنوك والخزينة فيما يخص المعلومات الخاصة بدافعي الضريبة والطرق المعتمدة لتبسيط الإجراءات لتشجيع التحصيل الودي.

وعن عمل قطاع الجمارك الذي كان له نصيب في تقرير اللجنة، قال محدثنا إن أعضاء لجنة التحري وقفوا على مدى تطبيق ما جاء في قانون الجمارك فيما يخص المصالححة الجمركية والأسباب التي تقف في وجه عملية التحصيل، وواقع المحجوزات على مستوى الحظائر التابعة للجمارك للنظر في مدى مطابقتها لأحكام قانون المالية لسنة 2022 بالأخص المادة 300 من قانون الجمارك والمتعلقة ببيع المحجوزات وكذا دور أعوان الجمارك في محاربة التهريب ومراقبة تجارة المقايضة الحدودية لاسيما بين مالي والنيجر. كما أن التقرير تضمن مجموعة من المقترحات والحلول لتجاوز صعوبة التحصيل الجبائي، من خلال إعادة النظر في بعض المعايير القانونية التي يُستخدم بها العون الجبائي خلال عملية التحصيل، وكذا توفير الوسائل المادية والمعنوية التي تساهم في تحسين العملية الجبائية والتقليل من الضغوطات وتضييع الوقت، بالنسبة للعون والمتعامل على حد سواء بتقديمها لتسريع عملية رقمنة القطاع وتوصيله بمؤسسات الدولة خاصة البنوك.

يكشف تقرير برلماني جديد تجاوزات صادمة بمصالح الجمارك والضرائب وأمالك الدولة بـ 16 ولاية، كانت محل زيارات استعلامية لبعثة لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، أنتجت ضعفا في التحصيل الجبائي والجمركي بهذه الولايات وإضعاف عائدات الدولة.

أنهت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، تقريرها النهائي حول التحصيل الجبائي ومصير المحجوزات الجمركية وواقع عملية مسح الأراضي في الولايات، الذي سيرفع لرئيس الغرفة السفلى للبرلمان خلال 10 أيام بعد أن شملت عملية التحقيق والتحري التي قادت أعضاء اللجنة إلى 16 ولاية. وقال عضو لجنة المالية والميزانية زين العايدين ديديش إن التحقيق كشف تجاوزات صادمة خاصة ما تعلق بقضية ضعف التحصيل الجبائي وعملية مسح الأراضي بالولايات محل التفتيش، مشيرا إلى أن هذه الأخيرة وقفت على سير عمل المحافظات العقارية ومدى تطبيقها لتعليمات الوزير الأول الصادرة في جانفي 2021 والتي تنص على ضرورة منح الدفاتر العقارية في آجال زمنية لا تتجاوز 30 يوما من تاريخ تقديم الطلب، كما وقف أعضاء لجنة التحري على الإشكالات والعراقيل التي تقف في وجه تسليم الدفاتر في آجالها القانونية.

ويضيف ديديش فيما يخص التحصيل الجبائي والعراقيل التي تحول دون تحقيق نتائج مرضية، بسبب سوء التسيير داخل المراكز أو



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger